L'ABEILLE.

PAR BULLITT, BULLEN & MAGNE.

No. 91, rue Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS

LUNDI MATIN, 20 MAI 1839

POUR PRESIDENT DES ETATS-UNIS

HENRY CLAY,

DU KENTUCKY.

Soumis à la décision d'une Convention Nationale.

EMISSION DE POST-NOTES.

Un journal connu par son hostilité constante contre toutes les institutions de crédit, soutient maintenant la convenance d'une émission de *Post-notes*, ou billets, payables à un et deux ans. Cette opinion d'une feuille *free-face* doit être constatée, ne fût-ce qu'à cause de sa singularité. Il est curieux en effet de voir l'organe exalté du parti *banco-phobe* proposer une mesure qui paraît au premier coup d'œil si favorable aux banques. Toutefois nous prendrons la proposition au sérieux, ne voulant point mettre en doute les bonnes intentions de qui que ce soit, et ne pouvant imaginer, comme le prennent quelques personnes, que cette proposition si bénigne en apparence, ne soit au fond qu'un piège tendu à la crédulité.

Une émission de billets à un et deux ans, serait, de la part des banques, une véritable suspension malgré son déguisement; car à des billets payables à vue, substituer des billets à un et deux ans n'est autre chose au fond qu'un atermoiement. C'est évidemment un aveu d'impuissance de pouvoir remplir ses obligations.

Mais les banques en sont-elles donc réduites à cette dure extrémité de ne pouvoir plus échanger leurs billets contre des espèces? Nullement: leur position est au contraire, aussi bonne qu'elle puisse l'être; car, si nous sommes bien informés, elles ont autant d'espèces dans leurs caves que de billets en circulation. Rien ne pourrait donc justifier la mesure étrange qu'on propose. Les banques, ainsi que les individus, doivent toujours être tenues de remplir leurs obligations.

Leurs chartes, c'est-à-dire les lois qui déterminent leurs conditions d'existence, disposent formellement que leurs billets seront toujours remboursables en "espèces et à vue (sur demande)." Elles disposent encore "qu'en cas de refus de payer leurs billets en "espèces et sur demande, elles encourront, *ipso facto*, "la forfaiture de leur charte."

Ainsi, on propose aux banques de violer leurs chartes et de fouler la loi aux pieds! On propose de substituer (au mépris des lois,) le régime du *papier-monnaie forcé* au régime du numéraire. Enfin on encourage les banques à forfaire à leurs chartes! Etrange conseils.

Lorsqu'en 1837, toutes les banques de l'Union furent obligées de suspendre simultanément leurs paiements en espèces, par un de ces événements qui brisent toutes les résistances, elles étaient excusables, car elles pouvaient alléguer la force majeure et, certes, chacun savait qu'il n'était pas en leur pouvoir de faire autrement qu'elles n'ont fait. Cependant que n'a-t-on pas dit contre elles! Le pays tout entier a retenti des déclamations furibondes de la presse démocratique contre les banques, pour une suspension forcée dont elles avaient été les premières victimes. Sans tenir compte des circonstances où l'on se trouvait, on les accusait d'avoir violé leurs chartes et l'on disait hautement qu'on ne devait pas payer ce qu'on leur devait parce qu'elles n'avaient plus d'existence légale."

Et remarquez qu'ces doctrines, quoiqu'exagérées, ne manquent pas d'une certaine d'apparence. L'appréciation d'un événement important force majeure ne doit pas appartenir exclusivement à celui qui en expire parce qu'il pourrait en abuser. Il a fallu en conséquence que partout la législature vînt à leur secours et "les relevât des pénalités auxquelles pou "vait les assujétir leur suspension forcée." Il s'est même trouvé des législateurs assez rigoristes pour soutenir " que l'excuse de force majeure était inadmissible et que les chartes des banques étaient nulles de droit." Et maintenant on ose venir proposer froidement, de propos délibéré, de violer les lois; de fouler les chartes des banques aux pieds!

On soutient que la mesure serait utile en ce que les banques " pourraient étendre le cercle trop retréci de " leurs escomptes." D'abord on ne doit jamais délibérer sur la convenance ou sur la disconvenance de ce qui est manifestement illégal. Car l'omnipotence des lois est la source de toute liberté et de toute justice.

Mais d'ailleurs la mesure proposée, à part son illégalité, ne serait qu'un bien faible palliatif pour le mal dont nous avons à souffrir et constituerait en outre un funeste précédent.

La gêne actuelle a de plus profondes racines qu'on ne pense et ce serait s'abuser étrangement que de penser pouvoir la faire disparaître au moyen de demi-mesures sans portée. Le mal est grand, il ne faut pas se le dissimuler, et la guérison en sera d'autant plus lente que l'administration s'oppose de toutes ses forces à l'application *du seul remède* susceptible d'être vraiment efficace.

La réserve qu'on reproche à nos banques est indispensable à leur sûreté dans les circonstances actuelles. En effet les banques des Etats voisins étant en état de suspension ouverte ou tacite, leur papier perd évidemment un escompte. Et comment le saurait-on avoir en même temps et dans un même lieu deux circulations de valeur différente parceque la circulation supérieure va toujours chercher ailleurs un meilleur marché, il s'en suit que le papier de nos banques ne peut circuler dans ces Etats où sa valeur est supérieure au papier des banques locales. Ceux qui obtiennent ce papier le vendent à prime à ceux qui ont à payer chez nous ailleurs ne veulent s'en servir eux même pour faire des remises. Tandis que si, au contraire, les banques des Etats voisins payaient en espèces, nos billets pourraient circuler longtemps dans ces Etats avant de revenir ici réclamer un échange de métaux précieux.

Il est à remarquer, cela soit dit en passant; que toujours les ultra démocrates ont fait bon marché de la légalité et que pour eux les lois ne sont respectables qu'autant qu'elles sont favorables à leurs vues: dès qu'elles leur sont contraires, ils n'en tiennent plus compte. Serait-ce ce mépris des lois qui détermine à la différence existante entre la richesse des états whigs et des états ultra démocrates! Le fait existe: on voit partout dans les Etats whigs aux banques en parfait état de solvabilité; dans les états où prédomine l'opinion opposée, les banques sont toutes plus ou moins insolvables. Maintenant qu'elles en sont les causes! Ce serait une question curieuse à examiner, mais qui ne se lie qu'indirectement au sujet qui nous occupe, nous y reviendrons pour être.

En résumé une émission de Post-notes serait illégale, constituerait un précédent dangereux et ne serait qu'un palliatif insignifiant: partout elle doit être repoussée par l'opinion publique.

LES ETATS-UNIS CONTRE LE MEXIQUE

Il paraît que la comédie des négociations n'est pas encore arrivée à sa péripétie et il n'est pas probable qu'elle y arrive de sitôt. Le Mexique, comme les vieilles créanciers d'autrefois, connaît à fond l'art d'éterniser les moindres réclamations sans jamais dire un mot qui pourrait le compromettre. Tantôt souple, tantôt audacieux, mais toujours décevant, il exploite tour-à-tour la confiance, la crédulité, l'intérêt des peuples, la foi jurée, et comme un autre Prothée, il échappe constamment par des transformations inattendues.

Les Etats-Unis qui ont tout fait pour le Mexique n'en ont reçu pourtant que des mauvais traitements et des vexations dans la personne de leurs citoyens.

L'énumération de ces mauvais traitements serait trop longue; nous nous bornerons à dire qu'elle comprend tous les genres depuis l'emprunt forcé jusqu'à l'assassinat commis sous la protection des autorités.

Eh bien! lorsqu'après d'interminables négociations, le gouvernement Mexicain a été obligé de répondre, il a proposé de soumettre au Roi de Prusse l'arbitrage des réclamations faites par les Etats-Unis.

D'un autre côté, le Mexique forme des réclamations contre les Etats-Unis, et déclare que si la république des Etats-Unis ne lui donne pas promptement satisfaction les ports mexicains lui seront fermés.

Ainsi par le même acte on demande à renvoyer à l'arbitrage d'une tierce puissance, le règlement des réclamations des Etats Unis, et l'on ne veut point y renvoyer en même temps le règlement des réclamations du Mexique, comme il serait naturel de le faire.

Le Mexique, dit: "je fais une tierce puissance juge de ce que vous me réclamez; mais vous ferez droit immédiatement à mes réclamations, sinon je vous ferme mes ports."

Il n'est pas possible d'être plus impertinent, et nous ne concevons pas la patience avec laquelle notre gouvernement supporte de pareilles injures.

C'est que l'administration a sur les bras d'autres affaires bien plus importantes. Ne faut-il pas songer à sa propre conservation? Et nos grands fonctionnaires ne doivent-ils pas avant tout se maintenir au pouvoir! Pour eux c'est la grande affaire qui occupe toutes leurs pensées. L'honneur national, la protection due à nos concitoyens en pays étranger, ne sont à ce comptés pour rien.

THEATRE DE LA NLLE ORLEANS.

VAR. de M. Colin.

Par réconciliation au Bâtiment, Sixième Etage, Rue des Bons, l'Ange au [illegible] l'Annonciateur du Régiment. [illegible]

Nous annonçons avec plaisir pour mardi, une représentation au bénéfice de M. Colin. [illegible] M. Colin est un vieux serviteur qui a bien mérité de l'administration et du public. Qui ne rendra pas justice en effet à son extrême complaisance et à son urbanité parfaites!

Le public Louisianais ne l'oubliera pas et saisira, nous n'en doutons pas, cette occasion qui lui est offerte de lui témoigner tout son intérêt.

Le spectacle d'ailleurs est composé de la manière la plus piquante. On jouera *Robin des Bois*, cet incomparable chef d'œuvre de Weber qui n'a pas été représenté depuis longtemps et pour lequel toutes les females d'administration ont été épuisées; ensuite *Un Ange au Sixième Etage*, et *l'Annonciateur du Régiment*, deux vaudevilles charmans, qu'ils n'a pas été demandé de voir à Paris et que nous pouvons avec toute assurance recommander au public.

Bruno le Fileur, vaudeville en deux actes.

Soriez vous par hasard attaqué du spleen? Alliez vous en prendre à la Cour de Parosse, ou visodrez vous de lire la moitié d'un feuilleton h. b? Vite, dépêchez vous, allez voir *Bruno le fileur*.

Bruno le fileur est un vaudeville de la manufacture de M. Caignard frères, qui aussi à l'heure qu'il est fait fureur au théâtre du Palais Royal.

C'est bien la bonhomie la plus spirituelle et la plus naturelle qu'on ait faite depuis longtemps. Il y a dedans une vieux grivois, une vérité d'observation qui nous est singulièrement frappé. C'est la vraie populaire prise sur le fait; il nous semble qu'il y a cinq ou [illegible] entre nous patronnés, plus de talens [illegible] et qui dans [illegible] [illegible] [illegible]